



L'extrême droite au Canada :

comment la définir et y répondre?

Préparé pour la Commission canadienne pour l'UNESCO

Par Barbara Perry

Ottawa, Canada, juin 2021

Pour citer cet article :

PERRY Barbara, « L'extrême droite au Canada : comment la définir et y répondre? », Commission canadienne pour l'UNESCO, Ottawa, Canada, juin 2021.

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la politique ou la position officielle de la Commission canadienne pour l'UNESCO.

Table des matières

Introduction	1
Partie 1 : Comprendre l'extrémisme de droite au Canada	1
Violence des groupes d'extrême droite	2
Où se trouve le mouvement d'extrême droite?	3
Des approches changeantes	4
Partie 2 : Combattre l'extrémisme de droite.....	4
Prévenir le recrutement par des groupes d'extrême droite	5
Combattre le discours de haine	6
Mettre fin aux comportements violents et fragmenter les groupes	6
Gérer les menaces à l'ordre public.....	7
Accompagner les victimes dans leur autonomisation	8
Sensibiliser au problème de l'extrême droite	8
Encourager les autorités à passer à l'action	9
Références.....	10

Introduction

On reconnaît de plus en plus le besoin d'approfondir nos connaissances sur les différentes formes d'extrémisme au-delà de celles inspirées de l'extrémisme islamiste. Selon un rapport publié en 2015 que j'ai coécrit avec Ryan Scrivens (Perry et Scrivens, 2015; 2019) sur l'extrême droite au Canada, l'extrémisme de droite a longtemps été ignoré par les forces de l'ordre, le service de renseignement et les décideurs politiques. Dans de nombreux cas, on niait l'existence de l'extrême droite au Canada ou de sa menace pour la sécurité publique ou nationale. Plusieurs évaluations des menaces nationales ne la prenaient pas en compte, malgré la montée de l'extrême droite en Amérique du Nord entre 2016 et 2021.

Les menaces de ce mouvement pour la vie humaine, les idéaux nationaux et la démocratie ont été mises en évidence par l'assaut du Capitole des États-Unis le 6 janvier 2021 par une foule d'extrémistes en colère. Des groupes comme les Oath Keepers, The Base, the Proud Boys, the III%ers, et même le Ku Klux Klan se sont ralliés, sous l'incitation de l'ancien président Donald Trump, pour dénoncer ce qu'ils croyaient être des élections truquées en 2020. Des compatriotes canadiens et canadiennes les ont encouragés sur divers médias sociaux et ont organisé des manifestations en signe d'appui dans une demi-douzaine de villes à travers le Canada.

Cette étude vise à décrire brièvement le mouvement d'extrême droite au Canada et à analyser les différentes stratégies émergentes en vue de répondre à la montée en puissance de ce mouvement. Elle souligne le besoin d'adopter des approches diversifiées et multisectorielles.

Partie 1 : Comprendre l'extrémisme de droite au Canada

Ce ne sont pas les définitions qui manquent lorsque vient le temps de définir l'extrémisme de droite. Une équipe de chercheurs a, par exemple, adopté la définition suivante dans le contexte américain :

... [Les extrémistes de droite] sont très nationalistes (à l'opposé d'une vision universelle et internationale), « anti-mondiaux », méfiants face à une autorité fédérale centralisée et attachés aux libertés individuelles (particulièrement celles qui concernent leurs armes à feu et la non-imposition). Ils croient aux théories conspirationnistes qui évoquent une grave menace à la souveraineté nationale ou la liberté individuelle, une attaque posée ou imminente au « mode de vie » prôné à l'échelle individuelle ou nationale (ces croyances sont parfois vagues, mais elles peuvent aussi associer la menace à un groupe ethnique ou religieux en particulier) et le besoin de se préparer à une attaque en participant à des exercices et entraînements paramilitaires et en pratiquant le survivalisme (Adamczyk, Gruenewald, Chermak et Freilich 2014 : 327).

Cette définition est peut-être juste dans le cas du mouvement aux États-Unis, mais elle n'est pas adaptée au contexte canadien, où on met, par exemple, moins l'accent sur les droits aux armes à feu et

le survivalisme. Jamin (2013) dresse une liste de caractéristiques de l'extrémisme de droite qui résonnent potentiellement plus avec le contexte canadien :

- La valorisation de l'inégalité et de la hiérarchie, particulièrement au niveau ethnique
- Le nationalisme ethnique associé à une communauté « monoraciale »
- Des méthodes radicales pour défendre ses intérêts et la communauté « imaginée »

À cela, Perliger (2012) ajoute :

- Le nationalisme
- La xénophobie, le racisme et la discrimination
- Les valeurs traditionnelles
- Une opposition à la démocratie

Enfin, la définition de Lauder (2002) comprend les éléments suivants :

- La race/l'ethnicité comme fondation de la solidarité et du nationalisme
- La xénophobie et le racisme, particulièrement antisémite
- L'illégitimité du régime au pouvoir

Avec ces définitions en tête, je propose de considérer l'extrémisme de droite comme un mouvement qui se caractérise par un nationalisme fondé sur l'appartenance raciale, ethnique ou sexuelle. Le nationalisme est souvent formulé en termes de *white power* (pouvoir blanc) avec une vision xénophobe et discriminatoire des personnes de couleur, juives, immigrantes, homosexuelles et féministes perçues comme une « menace » (Perry et Scrivens, 2015; 2019).

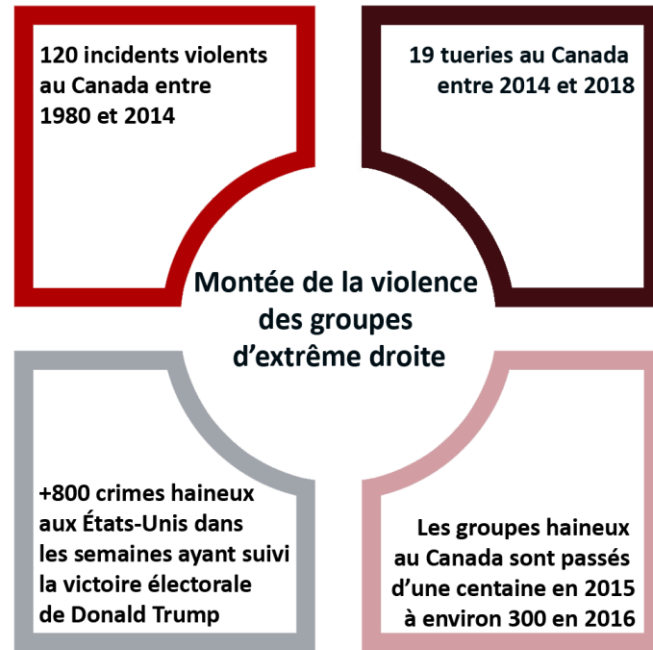
Violence des groupes d'extrême droite

Dans le cadre de notre étude réalisée en 2015, Scrivens et moi-même avons identifié plus de 120 actes de violence associés à des extrémistes de droite au Canada entre 1980 et 2014 : harcèlement criminel, incendie criminel, meurtre, etc. (Perry et Scrivens, 2015; 2019). À titre comparatif, durant la même période, on en compte seulement huit associés à l'extrémisme islamiste.

Entre 2014 et 2018, le risque posé par le mouvement d'extrême droite a pris une tournure dramatique alors que nous avons connu plusieurs tueries au Canada. Au cours de cette période, 19 personnes ont été assassinées par des « loups solitaires » animés par des idéologies d'extrême droite. En 2014, Justin Bourque a tué trois agents de la GRC. Il adoptait une posture de droite, antiautoritaire et anti-policrière. En janvier 2017, Alexandre Bissonnette a tué six hommes musulmans dans une mosquée à Québec. Une photo d'Alexandre Bissonnette ayant beaucoup circulé dans les médias, où on peut le voir avec un chapeau « Make America Great Again », traduit bien son admiration pour Donald Trump et pour d'autres leaders populistes, comme Marine Le Pen en France.

Enfin, il y a aussi eu l'attaque perpétrée par Alek Minassian, qui a tué dix personnes à Toronto avec sa fourgonnette. Minassian adhérait au mouvement misogyne Incel (Involuntary Celibate ou « célibataire

involontaire » en français). Selon lui et ses « confrères », la liberté des femmes et leur émancipation représentent une menace à la masculinité et au droit sous-entendu de contrôler le corps des femmes. Bien que cette vision soit celle privilégiée au sein du mouvement Incel, elle est depuis longtemps au cœur de l'idéologie d'extrême droite en général (Blee et Yates, 2017).



Source : Perry et Scrivens (2015); Perry, Scrivens et Hofmann (en cours); Southern Poverty Law Center (s.d.)

Où se trouve le mouvement d'extrême droite?

Le mouvement d'extrême droite s'étend sur l'ensemble du territoire canadien. Lorsque nous avons publié notre rapport en 2015, nous avons estimé — de façon plutôt conservatrice — à 100 le nombre de groupes actifs au pays, avec une concentration au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique (Perry et Scrivens, 2015; 2019). Depuis 2016, nous avons connu une forte croissance, non seulement du nombre de groupes, mais aussi de leur visibilité et de leurs activités en ligne et hors ligne. Dans l'étude en cours sur l'extrémisme de droite (avec Ryan Scrivens et David Hofmann), nous avons documenté près de 300 groupes qui sont actuellement actifs. Cela comprend de nouveaux groupes comme les Proud Boys et La Meute et de nouvelles branches à des groupes existants (p. ex. Blood and Honour, PEGIDA). À titre d'exemple, le groupe PEGIDA avait de la difficulté à attirer l'attention sur ses plateformes islamophobes en 2013 et 2014, mais il a ensuite réussi à mettre sur pied en 2018, une branche nationale, au moins quatre branches provinciales et des branches dans plusieurs villes, comme à London, en Ontario.

Des approches changeantes

L'image stéréotypée d'un extrémiste de droite est souvent celle d'un jeune homme skinhead au manteau de cuir noir. Il y a certainement plusieurs membres du mouvement d'extrême droite qui correspondent à cette image traditionnelle. Les membres de La Meute, Atalante et Blood and Honour, par exemple, ne font aucun effort en vue d'« adoucir » leur image. Toutefois, on voit de plus en plus émerger un groupe de personnes qui se considèrent comme faisant partie de l'« alt-right » — l'intelligentsia du mouvement. Dans les faits, il y a très peu de distinctions dans les discours des soi-disant groupes « alt-right » et des groupes traditionnels d'extrême droite. Le discours est le même : l'Occident est en train de perdre sa culture européenne, en raison du multiculturalisme et de l'immigration.

Le seul léger changement réside dans la façon de présenter le message, qui semble, à première vue, plus acceptable et moins extrême dans sa rhétorique. Plutôt que d'employer les termes « race » et « racisme », ceux et celles qui se considèrent « alt-right » préfèrent parler de perte de culture ou de préservation des « valeurs canadiennes ». Il est difficile de reprocher quoi que ce soit à l'usage de ce langage codé lorsqu'on le prend de façon isolée. Ce n'est qu'à travers leurs critiques répétées des politiques favorisant la diversité, l'immigration et la mondialisation, par exemple, que se révèle le caractère discriminatoire de leur idéologie.

En parallèle de ces changements, on note une utilisation croissante d'Internet comme outil de recrutement et de création d'une communauté à l'échelle nationale et internationale. La venue de l'Internet a grandement alimenté le mouvement de haine. Depuis la naissance d'Internet dans les années 1990, les groupes d'extrême droite — et les personnes qui adhèrent à leurs croyances — ont utilisé Internet pour publier, diffuser leurs messages haineux et pour recruter et établir des liens avec des personnes partageant les mêmes croyances au-delà des frontières (Perry et Scrivens, 2016).

Partie 2 : Combattre l'extrémisme de droite

Face à la montée de l'extrême droite, il est essentiel de développer des stratégies qui ciblent spécifiquement ces groupes. Dans notre rapport de 2015 sur l'extrémisme de droite (Perry et Scrivens, 2015; 2019; voir aussi Scrivens et Perry, 2017), nous avons exploré un large éventail d'interventions, en se basant entre autres sur les études réalisées par l'Institute for Strategic Dialogue (ISD), qui est reconnu comme leader mondial dans la recherche portant sur l'extrémisme de droite. Leur rapport publié en 2014, « On the Front Line » (Ramalingham 2014), est une référence en matière de meilleures pratiques pour lutter contre l'extrémisme de droite. Prévenir le recrutement par des groupes d'extrême droite, combattre le discours de haine et encourager les autorités à passer à l'action sont quelques-unes des stratégies mises de l'avant (Scrivens et Perry, 2017).



Prévenir le recrutement par des groupes d'extrême droite

Comme le veut l'adage, mieux vaut prévenir que guérir. C'est aussi vrai dans le cas de la lutte contre l'extrémisme de droite. Les stratégies les plus efficaces sont proactives plutôt que réactives. L'objectif consiste à freiner le recrutement par des groupes extrémistes. L'intervention précoce représente la clé du succès dans cette lutte. Heureusement, un certain nombre d'organisations à travers le monde — notamment au Royaume-Uni — concentrent leurs efforts particulièrement sur la prévention en décourageant dès le départ les personnes à rejoindre les groupes haineux. Ces organisations s'y prennent en étant en contact direct avec la population sur divers enjeux et en faisant la promotion du dialogue pour répondre aux revendications qui découlent des idéologies racistes ou intolérantes. À titre d'exemple, Against Violent Extremism (AVE) est une organisation mondiale qui lutte contre les discours extrémistes et prévient le recrutement de jeunes « à risque ». Créée par des personnes victimes de l'extrémisme violent et par d'anciens et anciennes extrémistes, l'AVE s'appuie sur les expériences, les leçons tirées et les réseaux de ceux et celles ayant vécu l'extrémisme. Leur objectif consiste à diminuer la capacité des groupes d'extrême droite à recruter des jeunes.

Une autre initiative qui mise sur la prévention est celle connue sous le nom de Life After Hate (LAH). Cette organisation à but non lucratif offre un service de consultation auprès des gouvernements, de l'armée, des services de sécurité et de renseignement, des décideurs politiques, des autorités policières et du secteur privé afin de mettre sur pied des solutions à long terme pour contrer tout type d'extrémisme violent et le terrorisme. Les membres de LAH constituent sa principale force — ce sont d'anciens et anciennes extrémistes, maintenant réhabilités. Un des principaux membres et conférencier de LAH, Tony McAleer, est un ancien extrémiste et un des membres les plus connus du mouvement d'extrême droite au Canada. Il partage des messages d'espoir et de compassion à un auditoire varié, en abordant divers enjeux liés à la violence et à l'extrémisme, et propose des solutions pour décourager les personnes de mener une vie imprégnée de haine.

Combattre le discours de haine

Les discours anti-haine doivent cibler les extrémistes de droite et les potentielles recrues « où ils et elles vivent » en misant sur leurs champs d'intérêt et leurs réalités du quotidien. Les médias sociaux et des formes similaires de communication représentent la meilleure façon d'y parvenir. L'initiative canadienne la plus récente pour répondre au discours haineux s'intitule Projet SOMEONE (Social Media Education Everyday). Elle est née de la collaboration d'une équipe internationale et interdisciplinaire de personnes issues du milieu de la recherche et celui de la pratique. Cette équipe vise à contrer le discours haineux, la discrimination et la radicalisation en ligne en adoptant une approche pédagogique : éduquer la jeunesse, former des éducateurs et éducatrices et sensibiliser la population sur les formes que peut prendre le discours haineux en ligne. Un des principaux objectifs de cette initiative consiste à créer un portail en ligne contenant du matériel éducatif et permettant de développer ses connaissances du numérique et son esprit critique.

Il y a également des recours juridiques possibles et autres méthodes pour limiter les propos haineux et incitations à la haine, particulièrement en ligne. La majorité des pays occidentaux ont tenté de répondre à la « cyberhaine » et à d'autres phénomènes semblables sur Internet par la régulation et par des mécanismes consistant à surveiller et à retirer les publications problématiques. De nouvelles lois sont adoptées pour répondre à l'extrémisme en ligne, les autorités policières forment des analystes, et des agents et agentes du renseignement surveillent les activités en ligne des extrémistes de toute allégeance.

Il existe aussi une autre manière de recourir à la loi pour combattre les extrémistes de droite. Au cours des 20 dernières années, Richard Warman, un avocat canadien spécialisé en droits de la personne et militant, a dédié temps, énergie et ressources pour surveiller les activités de nationalistes blancs parmi les plus connus au Canada pour ensuite les poursuivre en justice. Ses efforts se sont principalement concentrés sur la propagande haineuse sur Internet, avec une attention particulière pour l'extrême droite. Il a aussi déposé plusieurs plaintes couronnées de succès contre des nationalistes blancs au Canada. Les stratégies adoptées par des personnes comme Warman peuvent être efficaces pour combattre le discours haineux en ligne.

Mettre fin aux comportements violents et fragmenter les groupes

Notre étude de 2015 a révélé que les leaders d'extrême droite paraissent souvent forts et charismatiques, mais éprouvent de la difficulté à maintenir la cohésion dans le groupe (Perry et Scrivens, 2015; 2019). Lorsqu'ils parviennent à maintenir leur rôle de leadership durant une longue période, les leaders finissent par être connus de la police et donc à perdre de leur pouvoir au sein du groupe. Nos recherches démontrent que de cibler les leaders constitue une stratégie efficace dans la gestion de la menace de l'extrême droite. Cela contribue à affaiblir des groupes déjà instables et à fragmenter la cohésion du groupe.

Par ailleurs, plusieurs personnes cherchent à appartenir à un groupe, mais finissent par se rendre compte que ce sentiment d'appartenance est éphémère. Des interventions individuelles peuvent donc

aussi être une réponse adaptée aux groupes d'extrême droite, en ciblant les individus plus « modérés » du mouvement et en construisant une relation avec ceux-ci. Afin de les éloigner le plus possible du groupe, les interventions devraient miser sur les conséquences de leurs actions pour ensuite les aider à trouver une différente voie et les accompagner dans cette transition vers une nouvelle vie.

Il existe plusieurs programmes dans les pays occidentaux qui appuient les personnes à se sortir de mouvements extrémistes. En quelques mots, ces programmes tentent de modifier les croyances et les comportements des personnes radicalisées, en leur offrant une porte de sortie et un retour à une vie « conventionnelle » en société. Selon Ramalingham (2014), ces stratégies se basent sur trois processus : la dissolution du groupe, le désengagement et la déradicalisation. Une industrie entière a émergé entourant la déradicalisation. Partout en Occident, des agences gouvernementales et des ONG ont mis sur pied des stratégies pour contrer la radicalisation et pour déradicaliser (p. ex. l'Institute of Strategic Dialogue (ISD), le International Centre for Counter-Terrorism (ICCT), le National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism (START) et le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV)).

Gérer les menaces à l'ordre public

Comme mentionné en introduction, les activités de l'extrême droite n'ont généralement pas été surveillées ou prises au sérieux par les services de police et de renseignement. On a plutôt observé une tendance à nier l'existence de groupes d'extrême droite et à banaliser leur menace. Il est évident que le terrorisme associé aux groupes d'extrême droite ne figure pas dans les priorités du gouvernement canadien, comme on peut le remarquer en consultant le site web du Centre intégré d'évaluation du terrorisme (CIET).

Sa liste d'actes terroristes à l'échelle internationale inclut seulement une attaque d'extrême droite, celle d'Anders Breivik en Norvège, en 2011. Ce n'est qu'en 2019 qu'une organisation d'extrême droite ou suprémaciste blanche a été ajoutée à la liste des organisations terroristes (Blood & Honour et Combat 18). Plus récemment, en février 2021, les Proud Boys, The Base et Atomwaffen ont aussi été ajoutés à la liste à la suite de l'« insurrection » à Washington, le 6 janvier.

Par ailleurs, les nombreux Rapports sur la menace terroriste pour le Canada publiés par Sécurité publique Canada ont été pour la plupart silencieux quant à la menace posée par les groupes d'extrême droite. Les rapports ont plutôt mis l'accent sur les extrémistes islamistes. Lorsque les groupes d'extrême droite sont mentionnés, ce n'est généralement que pour les qualifier de groupes « incohérents sur le plan idéologique » et ne représentant donc pas une menace importante. Le rapport publié en 2018 est celui qui a jusqu'à présent accordé le plus de place à l'extrémisme de droite — 5 paragraphes sur 35 pages — tout en mentionnant que « même si le racisme, le sectarisme et la misogynie peuvent porter atteinte à la cohésion de la société canadienne, en fin de compte, ils ne conduisent pas habituellement à des comportements criminels ou à des menaces à la sécurité nationale » (Sécurité publique Canada, 2019 : 8).

Toutefois, il y a plusieurs services policiers qui combattent les crimes haineux et l'extrémisme au Canada. La Sûreté du Québec surveille les divers groupes d'extrême droite dans la province (Perry et Scrivens, 2015; 2019). La police d'Edmonton est aussi vigilante face à de tels groupes et est même parvenue à arrêter plusieurs leaders actifs ou à les surveiller au point où cela les a incités à s'établir dans d'autres villes. Enfin, les marches et les manifestations dans des villes comme Montréal, London, Calgary et Vancouver sont surveillées de près par les autorités, particulièrement dans le but de réduire les risques de violence entre les groupes d'extrême droite et les militants et militantes antiracistes. L'objectif est donc de décourager la participation des adeptes du mouvement de l'extrême droite à de tels événements, en plus d'assurer que ces manifestations n'engendrent pas de peur dans la communauté ou encore des violences.

Accompagner les victimes dans leur autonomisation

L'inclusion des communautés souvent ciblées par les groupes d'extrême droite dans les discussions entourant la sécurité communautaire est essentielle à la création d'espaces sûrs et de services efficaces pour les communautés et les victimes (Ahmed 2016; Dalgaard-Nielsen 2016; Jacoby 2016).

Les communautés veulent être entendues et consultées dans l'élaboration de politiques et d'initiatives qui les concernent. Les décideurs politiques doivent reconnaître que les initiatives de lutte contre l'extrémisme et la haine doivent aussi prendre en compte le point de vue des personnes les plus aptes à comprendre les besoins, soit les communautés ciblées, incluant les personnes ayant vécu de la violence. Autrement, les gouvernements courent le risque de développer des initiatives ou stratégies contreproductives et déconnectées des réalités et des perspectives des communautés touchées.

Un certain nombre d'organisations de la société civile ont vu le jour à l'échelle nationale et internationale afin de répondre aux besoins des communautés affectées et de donner une voix aux victimes de violence. B'nai Brith est une de ces organisations se portant à la défense des droits de la communauté juive. Elle intervient en cour au nom des groupes minoritaires ciblés, forme des alliances stratégiques avec des ONG canadiennes et développe des programmes éducatifs sur l'Holocauste à travers le pays, pour ne nommer que quelques-unes de leurs nombreuses initiatives. Cette organisation offre aussi un service d'assistance téléphonique en tout temps pour les victimes de haine à la recherche d'un appui et de conseils et produit un rapport annuel des actes antisémites afin de documenter les crimes et groupes haineux.

Sensibiliser au problème de l'extrême droite

Dans un environnement empreint de discours axés sur l'Islam radical et la violence, il est devenu difficile pour les membres des communautés, les militants et militantes antiracistes et les personnes issues du milieu académique de parler de l'extrême droite au Canada. Par conséquent, une étape importante pour lutter contre le mouvement d'extrême droite est d'abord celle de convaincre la communauté au sens large qu'il représente une menace et qu'il devrait figurer parmi les priorités du gouvernement.

Pour y parvenir, plusieurs ONG surveillent les crimes et les groupes haineux à l'échelle mondiale, régionale et nationale. Parmi elles, on compte entre autres Human Rights Watch (HRW), Southern Poverty Law Centre (SPLC), B'Nai Brith et le Conseil national des musulmans canadiens. Les rapports publiés par ces organismes fournissent un aperçu des données démographiques et géographiques des crimes haineux et, dans une moindre mesure, des dynamiques qui les caractérisent. Toutefois, il y a peu de personnes qui recherchent activement ce type d'information et il apparaît alors essentiel de diffuser de telles informations auprès d'un plus large auditoire. Pour ce faire, les médias sociaux sont devenus des moyens de communication incontournables. Plusieurs organisations, comme celles mentionnées plus haut, sont très actives sur Twitter, YouTube, Facebook et autres réseaux sociaux. L'usage de ces plateformes continuera de jouer un rôle clé dans la sensibilisation d'un plus large public.

Encourager les autorités à passer à l'action

Plusieurs initiatives antiracistes/anti-haine mentionnées ci-dessus jouent aussi un rôle auprès des autorités publiques afin de les encourager à passer à l'action face aux groupes d'extrême droite. Les politiques conservatrices, les discours et les pratiques se posant à l'encontre de l'immigration ont pour effet de légitimer ceux et celles qui propagent la haine au Canada. Les personnes et les groupes intéressés par la justice sociale ont une responsabilité collective de continuer à faire pression sur le gouvernement pour éviter d'adopter un langage et des pratiques d'exclusion. Des consortiums – comme le Canadian Network on Terrorism, Security and Society (TSAS) – ont un rôle important à jouer en la matière.

Une nouvelle initiative fédérale a connu le jour au Canada en 2017 : le Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence. Avec un budget de 35 millions \$ sur cinq ans, le Centre canadien a pour objectif « d'exercer un leadership quant à la réponse du Canada à la radicalisation menant à la violence, de coordonner les initiatives fédérales-provinciales-territoriales et internationales, et de soutenir la sensibilisation des collectivités et la recherche » (Association canadienne des chefs de police 2016). Le Centre canadien a permis d'élargir notre compréhension de la « radicalisation », en y incluant les groupes d'extrême droite.

Il est particulièrement important que nous adoptions ces diverses stratégies de façon collaborative. L'impact que peut avoir une approche concertée contre l'extrémisme ne doit pas être sous-estimé. Il s'agit d'ailleurs d'un sujet récurrent dans la littérature abordant la lutte contre l'extrémisme violent (p. ex. Macnair et Frank 2017) et cette approche concertée devrait être au cœur de toute stratégie, et ce, peu importe le contexte.

Il est primordial de développer des actions multiorganisationnelles en vue de répondre à la droite radicale. La violence et la rhétorique de la division associées au mouvement de l'extrême droite sont influencées par les communautés – et les influencent à leur tour. Les motivations qui se cachent derrière la formation des groupes d'extrême droite et de leurs croyances découlent de la convergence d'un ensemble d'institutions et de processus sociaux.

Il est donc impératif de voir la lutte contre l'extrémisme violent comme un enjeu social (Dalgaard-Nielsen 2016; Jacoby 2016; Macnair et Frank 2017), et non seulement l'affaire des services de police et de renseignement (Cohen 2016; Selim 2016). Les forces de l'ordre doivent collaborer avec les organismes communautaires et les défenseurs des droits de la personne afin de partager leurs connaissances et leurs idées. Les décideurs politiques, les forces de l'ordre et les organisations communautaires devraient redoubler d'efforts à travailler collectivement pour renforcer et développer des initiatives comme celles mentionnées dans la présente étude. Il n'est pas nécessaire de choisir entre l'une ou l'autre. Ces initiatives, qui opèrent aux niveaux de l'individu, du groupe et de la société en général, peuvent et doivent coexister.

Références

- Adamczyk, A., Gruenewald, J., Chermak, S., et Freilich, J. (2014). The Relationship Between Hate Groups and Far-Right Ideological Violence. *Journal of Contemporary Criminal Justice*, 30(3), 310-332.
- Ahmed, K. (2016). Radicalism Leading to Violent Extremism in Canada: A Multi-Level Analysis of Muslim Community and University Based Student Leaders' Perceptions and Experiences. *Journal for Deradicalization*, 6, 231-271.
- Alexa. (2017). Top Ten Websites in Canada. Tiré de : <http://www.alexa.com/topsites/countries/CA>.
- Blee, K. M., et Yates, E. A. (2017). Women in the white supremacist movement. Dans *The Oxford Handbook of US Women's Social Movement Activism*.
- Boutilier, A. (2015). CSIS highlights white supremacist threat ahead of radical Islam. *Toronto Star*, 15 mars. <https://www.thestar.com/news/canada/2015/03/15/csis-highlights-white-supremacist-threat-ahead-of-radical-islam.html>.
- Bryden, Joan. (2015, 10 mars). Le niqab est le produit d'une culture « anti-femmes », dit Harper. *Le Devoir*, <https://www.ledevoir.com/politique/canada/434080/le-niqab-est-le-produit-d-une-culture-anti-femmes-dit-harper>.
- Chermak, S., Freilich, J., et Simone, J. (2010). Surveying American State Police Agencies About Lone Wolves, Far-Right Criminality, and Far-Right and Islamic Jihadist Criminal Collaboration. *Studies in Conflict and Terrorism*, 33, 1019-1041.
- Dalgaard-Nielsen, A. (2016). Countering violent extremism with governance networks. *Perspectives on Terrorism*, 10: 135-139. <http://www.terrorismanalysts.com/pt/index.php/pot/article/view/564/html>.
- Demers-Lemay, M. (2019, 17 janvier). Qui sont les gilets jaunes dans l'Ouest canadien? *Radio-Canada*, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1146998/gilets-jaunes-extreme-droite-immigration-xenophobie-pipelines-taxe-carbone>.
- Department of Homeland Security. (2009). Rightwing Extremism: Current economic and political climate fueling resurgence in radicalization and recruitment. *DHS Assessment*, 1, 1-10.
- EKOS Politics (2019). Increased Polarization on Attitudes to Immigration Reshaping the Political Landscape in Canada. <http://www.ekospolitics.com/index.php/2019/04/increased-polarization-on-attitudes-to-immigration-reshaping-the-political-landscape-in-canada/>.
- Jacoby, T. (2016). How the War was 'One': Countering Violent Extremism and the Social Dimensions of Counter-Terrorism in Canada. *Journal for Deradicalization*, 6, 272-304.

Jaggar, A. (2005). What is Terrorism, why is it Wrong, and Could it Ever be Morally Permissible? *Journal of Social Psychology*, 36(2), 202-217.

Jamin, J. (2013). Two Different Realities: Notes on Populism and the Extreme Right. Dans A. Mammon, E. Godin, & B. Jenkins (Eds.), *Varieties of RWE in Europe* (pp. 38-52). Abingdon: Routledge.

Khandaker, T., et Krishnan, M. (2017, 4 mars). 'Islam is Evil': Protesters Clash at Toronto Anti-M-103 Rally. *Vice News*. Tiré de : https://www.vice.com/en_ca/article/protestors-clash-at-pro-islamophobia-anti-m-103-rally-in-toronto.

Lauder, M. A. (2002). *The Far Rightwing Movement in Southwest Ontario: An Exploration of Issues, Themes, and Variations*. The Guelph and District Multicultural Centre.

Macnair, L., et Frank, R. (2017). *Voices Against Extremism: A case study of a community-based CVE counter-narrative campaign*. *Journal for Deradicalization*, 10: 147-174.

Makuch, B. (2017, 1er février). Soldiers of Odin: Inside the Extremist Vigilante Group that Claims to be Preserving Canadian Values. *Vice News*. Tiré de : <https://news.vice.com/story/soldiers-of-odin-inside-the-extremist-vigilante-group-that-claims-to-be-preserving-canadian-values>.

Orr, C. (2019). Hate groups mix with yellow vests on 'front line' of extremism in Canada. <https://www.nationalobserver.com/2019/06/11/news/hate-groups-mix-yellow-vests-front-line-extremism-canada>.

Perliger, A. (2012). *Challengers from the Sidelines: Understanding America's Far Right*. West Point NY: Combating Terrorism Center.

Perry, R., et Scrivens, R. (2019). *Right-wing Extremism in Canada*. London: Palgrave.

Perry, B., et Scrivens, R. (2016). *White Pride Worldwide: Constructing Global Identities Online*. Dans J. Schweppe and M. Walters (eds.). *The Globalisation of Hate: Internationalising Hate Crime?* London: Oxford University Press.

Perry, B., et Scrivens, R. (2015). *Right-Wing Extremism in Canada: An Environmental Scan*. Ottawa : Sécurité publique Canada.

Radio-Canada (2017, 17 février). Graffitis haineux sur des lieux de culte à Ottawa : l'accusé plaide coupable, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1017522/graffitis-haineux-lieux-de-culte-ottawa-accuse-plaide-coupable>.

Radio-Canada (2015, 30 janvier). Harper déclare la guerre au terrorisme, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/704639/depot-projet-loi-terrorisme-ottawa-gouvernement-harper>.

Ramalingham, V. (2014). On the front line: A guide to countering far-right extremism. Institute of Strategic Dialogue. <https://www.isdglobal.org/isd-publications/on-the-front-line-a-guide-to-countering-far-right-extremism>.

Scrivens, R., et Perry, B. (2017). Resisting the Right: Countering Right-Wing Extremism in Canada. Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice, 59(4), 534-558.

Sharpe, K. (2016, 17 novembre). Regina homeowners upset after property tagged with racist graffiti. Global News. Tiré de : <http://globalnews.ca/news/3074086/regina-homeowners-upset-after-property-tagged-with-racist-graffiti>.

Shihpar, A. (2017, 4 juillet). Why Americans must stop talking about Trump's mythical "white working class" voters. Quartz. Tiré de : <https://qz.com/991072/why-americans-must-stop-talking-about-the-mythical-homogenous-white-working-class>.

Simpson, S. (2019). Racism. IPSOS-Global News. <https://www.ipsos.com/en-ca/news-polls/Half-of-Canadians-think-racism-is-a-serious-problem>.

Tanner, S., et Campana, A. (2019). "Watchful citizens" and digital vigilantism: a case study of the far right in Quebec. Global Crime, 1-21.
https://www.researchgate.net/publication/332680677_Watchful_citizens_and_digital_vigilantism_case_study_of_the_far_right_in_Quebec.

Veilleux-Lepage, Y., et Archambault, E. (2019). Mapping Transnational Extremist Networks: An Exploratory Study of the Soldiers of Odin's Facebook Network, Using Integrated Social Network Analysis. Perspectives on Terrorism, 13(2): 21-38.

Webb, J., et Cutter, S. (2009). The Geography of U.S. Terrorist Incidents, 1970-2004. Terrorism and Political Violence, 21, 428-449.